

Prêteur sur gage à Londres, au XIX^e siècle. Fin septembre 2018, «The Economist» appelait à un retour aux sources du libéralisme, loin de l'élitisme actuel, afin de réhabiliter un «libéralisme pour le peuple».

retour en force et inspire une littérature foisonnante: alors qu'aucun krach boursier n'est intervenu depuis 2008 pour ressusciter la critique, c'est la perspective d'un «krach» social et environnemental qui s'est chargée, cette fois, de rallumer la mèche du débat.

Le libéralisme n'est plus libéral

Au sein de la pensée dominante, le sujet de la décroissance n'est plus tabou. Mi-septembre, alors même que les indices boursiers étaient au plus haut de tous les temps, le Parlement européen a consacré une conférence au monde «postcroissance». Nombre de thèses se concentrent sur les coûts véritables (sociaux et environnementaux) du capitalisme libéral, qui en font un système non soutenable.

De son côté, *The Economist* se lance dans une critique de ce qu'est devenu le libéralisme. Dans un éditorial intitulé «Un manifeste pour renouveler le libéralisme» du 15 septembre, l'hebdomadaire anglais reconnaît ce qu'on ne voit pas dans les indices boursiers: il n'y a plus grand-chose de libéral dans le libéralisme. «Les électeurs occidentaux ont commencé à douter que le système libéral fonctionne en leur faveur ou qu'il soit équitable.» L'éditorial constate que le libéralisme a perdu de vue ses propres valeurs de base, n'a plus le sens de l'intérêt commun qu'il avait à ses origines, a mis en place des privilèges et passe-droits pour classes supérieures, des cooptations entre élites, postures plus aristocratiques que libérales; il a trahi encore ses principes fondateurs en sauvant des établissements en faillite avec l'argent de l'Etat, a perdu sa capacité disruptive à se réformer et à s'ouvrir à la critique et au débat, s'est mué en technocratie libérale ultrarégulatrice et n'a pas réparti équitablement à travers la population les gains de la globalisation, faillissant ainsi à sa promesse première, celle d'une prospérité pour tous.

Le constat de l'entre-soi des élites est rejoint par Alain Cotta, dans son dernier ouvrage *L'hypercapitalisme mondial*. L'économiste et professeur à l'École des hautes études commerciales de l'Univer-

LE LIBÉRALISME EST-IL DÉPASSÉ?

LA CRITIQUE DU CAPITALISME LIBÉRAL ET DE SES COÛTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DEVIENT MAINSTREAM. RADICALE OU MODÉRÉE, ELLE ALIMENTE LES PENSEURS DE LA DÉCROISSANCE.

ALORS QUE NOUS parlions de la faible progression des salaires moyens dans le Bilan du 19 septembre, qui contraste avec la forte progression des rendements du capital, la conscience s'accroît quant au fait que la croissance qu'offre le libéralisme ne ruisselle que peu sur la majorité des citoyens.

Dès lors, la critique du libéralisme et du capitalisme occupe de plus en plus les penseurs et auteurs, y compris quelques-uns d'obédience clairement libérale qui estiment désormais que le libéralisme a trahi ses propres principes. Le thème de la décroissance, qui avait surgi dans l'après-krach de 2008, pour retomber ensuite en marge des courants dominants, opère un



L'économiste américain David Graeber, auteur de l'essai «Bullshit jobs».

sité Paris-Dauphine constate que l'hypercapitalisme progresse et que son prix est la corruption, les inégalités croissantes et l'émergence d'une superoligarchie, nouvelle classe féodale appuyée sur les classes moyennes, avec en marge une classe d'exclus qui représenterait près d'un cinquième de la population mondiale. La situation est favorisée par la redistribution des bénéfices des entreprises en faveur des actionnaires et aux dépens du salarié: McDonald's a utilisé 21 milliards de dollars de bénéfices entre 2015 et 2017 pour racheter ses propres actions et les faire ainsi monter (favorisant les actionnaires), au lieu de privilégier une augmentation annuelle de salaire qui aurait représenté 4000 dollars par employé sur la même période. Les salariés de Starbucks auraient perçu 7000 dollars de plus, et ceux de Home Depot 18 000 de plus, si cet argent n'avait servi à racheter les titres pour en accroître la valeur capitalistique, selon une analyse de la National Employment Law Project.

Le libéralisme doit-il se renouveler ou mourir? C'est ce que plaide *The Economist*, en appelant à un retour aux sources, loin de l'élitisme actuel, qui réhabiliterait une «définition inclusive de la liberté», un «libéralisme pour le peuple» et contre les monopoles, qui restaure le sens de l'intérêt commun et le respect civique de tous. Il devrait même reprendre à son compte la notion de nationalisme, suggèrent les auteurs, en y insufflant une fierté civique inclusive, tout en se penchant sur la fiscalité des ménages, les filets sociaux, l'éducation et l'immigration.

Un libéralisme plus social et moins féodal?

The Economist, bible libérale, prétend avoir été fondé il y a 175 ans pour prendre le parti des pauvres en défendant la baisse des prix du pain en Angleterre, denrée dont les ingrédients étaient surtaxés à l'importation. Aux Etats-Unis, le libéral Theodore Roosevelt s'était battu contre les monopoles tel celui du caoutchouc, rappellent les auteurs. «Aujourd'hui, avec la même vision, les libéraux doivent se mettre du

côté des travailleurs précaires contre les patrons, conclut le journal. Car le libéralisme ne gagnera que si ses idées sont les meilleurs dans la diffusion de la liberté et de la prospérité.»

Plus de croissance n'est plus la réponse

Mais les théories de la décroissance ne cherchent pas, quant à elles, à sauver l'idée libérale. Elles cherchent à la dépasser. Le dogme de la croissance est battu en brèche. Mi-septembre, le Parlement européen a réuni des scientifiques, politiques et décideurs à Bruxelles pour explorer la possibilité d'une «économie postcroissance» en Europe. Au même moment, un groupe d'universitaires de toute l'Europe a appelé à revenir sur le dogme de la croissance, devenu incompatible avec la contrainte écologique et le bien-être des peuples.

Le constat est largement partagé: depuis septante ans, la croissance du PIB s'est érigée en objectif prioritaire des économies européennes, mais l'effet néfaste sur l'environnement a augmenté de façon proportionnelle. Le «ruissellement» de richesses vers le bas n'a pas eu lieu: les profits s'accumulent disproportionnellement en haut et redescendent à peine vers le bas. Les riches deviennent plus riches et les pauvres se précarisent. Le nombre de pauvres augmente dans les pays développés, ce qui pose question pour un système capitaliste censé enrichir le plus grand nombre, qui crée en réalité une classe de chômeurs de longue durée et épuise les ressources naturelles. Pour ces académiques, nous sommes sortis de la zone de sécurité en termes de fonctionnement de l'économie et mettons en

danger l'humanité à l'échelle de la planète.

Plus désespérant, nul signe n'indique que l'activité économique soit en train de ralentir ou de se réajuster aux nouvelles réalités en termes de ressources. Or, l'étendue des problèmes sociaux, affirme ce groupe de penseurs, n'a plus pour réponse davantage de croissance. Elle a pour réponse une distribution plus juste du revenu et de la richesse. Pourtant, les politiques menées continuent à vouloir relancer la croissance par la dette, par l'affaiblissement des régulations environnementales, par l'extension des heures de travail et par les coupes dans les systèmes de protection sociale. Conséquences: une société divisée, une démocratie affaiblie, des risques financiers systémiques et une économie instable.

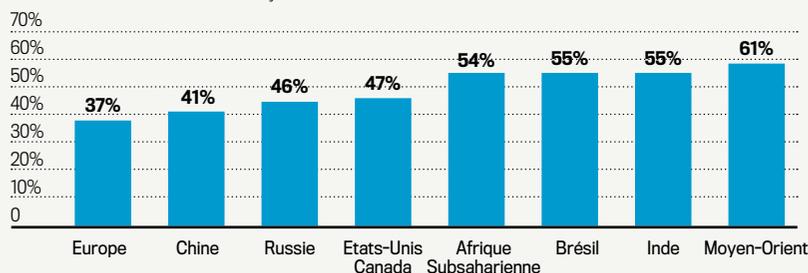
Des politiques de décroissance?

Au sein de la société civile et du monde universitaire, le mouvement postcroissance fait son chemin, sous différents intitulés: décroissance, Postwachstum, steady-state, ou prospérité sans croissance, la plupart regroupés au sein de l'Alliance des économies du bien-être. Leurs travaux suggèrent qu'il est possible de mener des politiques en fonction de leur impact sur le bien-être humain et écologique, de ne plus faire de la croissance le premier objectif, de limiter l'usage des ressources et la production de déchets, de prendre des dispositions fiscales efficaces contre le creusement des inégalités, d'améliorer la qualité de vie notamment par une réduction du temps de travail grâce aux nouvelles technologies, de restaurer le vivant, et de créer des emplois suffisants sans recourir à la croissance économique, cela à condition que les Etats puissent rompre avec la dépendance actuelle à la croissance et au productivisme.

Une réflexion qui rejoint le constat de l'anthropologue et économiste américain David Graeber, dans son essai *Bullshit jobs*, qui a dévoilé le phénomène des emplois (y compris bien payés) qui prolifèrent mais qui sont parfaitement inutiles, nous invitant à revoir le sens que nous donnons collectivement au travail.

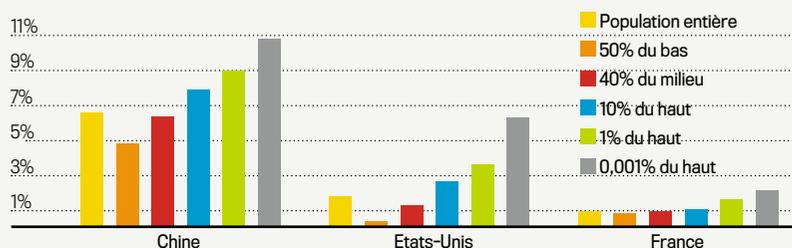
L'INÉGALITÉ DES REVENUS VARIE BEAUCOUP D'UNE RÉGION DU MONDE À L'AUTRE

PART DU REVENU NATIONAL PERÇUE PAR LES 10% DES REVENUS LES PLUS ÉLEVÉS EN 2016



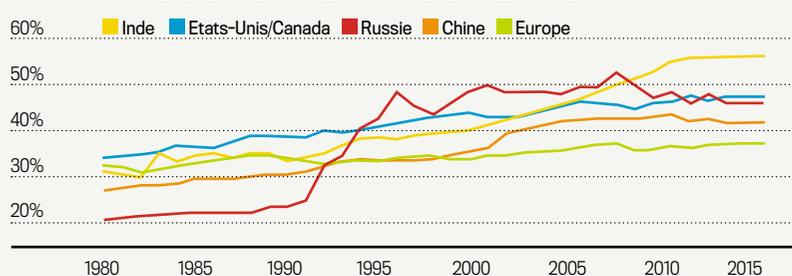
LES PLUS RICHES CONNAISSENT LA PLUS FORTE PROGRESSION

CROISSANCE DU REVENU MOYEN ANNUEL, PAR GROUPE DE REVENUS DE 1980 À 2015



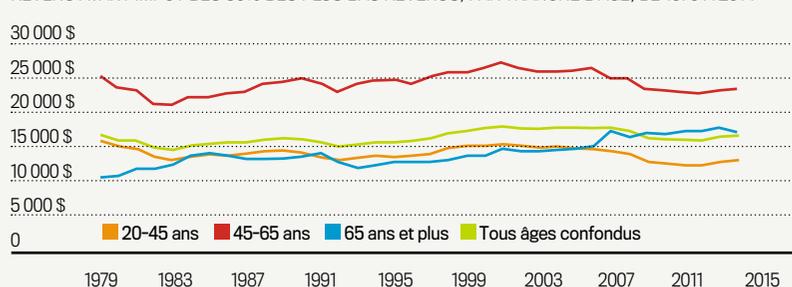
LES INÉGALITÉS AUGMENTENT PRESQUE PARTOUT, À DES RYTHMES DIFFÉRENTS

1980 -2016: PART DE REVENU DES 10% LES PLUS AISÉS DANS LE MONDE



AUX ÉTATS-UNIS, LES JEUNES ADULTES ONT VU LEUR REVENU BAISSER

REVENU AVANT IMPÔT DES 50% DES PLUS BAS REVENUS, PAR TRANCHE D'ÂGE, DE 1979 À 2014



La croissance, une idéologie

L'écrivain et penseur critique Alain de Benoist, fondateur de la revue française *Éléments* et représentant du mouvement dit de la «Nouvelle Droite», rappelle, dans son livre *Décroissance ou toujours plus?* paru en avril (réédition d'un ouvrage de 2007): «En un siècle, l'homme a consommé des stocks que la nature avait mis 300 millions d'années à constituer. On sait désormais que si tous les habitants du globe consommaient autant que les Occidentaux, il faudrait quatre ou cinq planètes supplémentaires pour couvrir nos besoins en matières premières.»

Pour Alain de Benoist comme pour les partisans plus radicaux de la décroissance, le «développement durable» ne suffit pas: «Il ne fait, au mieux, que repousser les échéances. Car 10 voitures qui polluent beaucoup polluent moins que 1 million de voitures qui polluent peu», expliquait-il lors d'un entretien à Radio Courtoisie.

Pour l'auteur, la croissance est une idéologie avant d'être une donnée économique, et elle traverse toutes les familles politiques. Or, il fait le même constat que les mouvements décroissants européens: le PIB a un coût. Il n'est pas une richesse nette, car les calculs ne tiennent pas compte de la dégradation des ressources naturelles, du coût social (précarité, alimentation industrielle, suicides, violences, perte du lien social...), du coût environnemental (pollution), et du coût financier (dette).

Pour lui, pas question de revenir à la marine à voile ou à la lampe à huile: un équilibre existe entre la démesure et le retour à l'âge des cavernes. «Mener une vie un peu plus frugale, ne pas s'engouffrer dans toutes les modes, ne pas perdre sa vie à essayer de la gagner, ne pas céder à la consommation de gadgets.»

Renouer aussi avec des valeurs distinctes des valeurs marchandes, conclut le philosophe et journaliste. «*L'Homo economicus* n'existe pas, les êtres sont motivés par autre chose que la seule maximisation du profit, ils ont des héritages, des liens, des croyances.» ■